



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE D'AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

**Réf : ARR2025811**

**Objet : Commissionnement d'un agent de police municipale en matière de constatation des infractions aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation.**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2212.1 et suivants,

Vu le code de la construction et de l'habitation

Considérant la nécessité d'assurer sur le territoire communal la protection du cadre de vie, de préserver le patrimoine bâti de la commune et de permettre la constatation des infractions aux dispositions du Code de la Construction et de l'habitation, et de commissionner un agent pour rechercher et constater les infractions en la matière,

Considérant le fait que Monsieur Lionel ROUAULT, Brigadier-Chef Principal, remplit les conditions pour être commissionné à cet effet,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Lionel ROUAULT, Agent de Police Municipale, est commissionné sur le territoire de la commune d'Aigues-Mortes à compter de la date du présent arrêté afin de constater, dans les conditions prévues par les lois et les règlements en vigueur, les infractions aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation.

Il devra être porteur du présent commissionnement au cours de l'accomplissement de ses missions

**ARTICLE 2** : Monsieur Lionel ROUAULT devra prêter serment devant le Tribunal Judiciaire de son domicile.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Fait à Aigues-Mortes, le 12 novembre 2025

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN

Notifié le 20/11/2025

Signature de l'agent :

Hôtel de Ville  
30220 AIGUES – MORTES  
Tél : 04.66.73.90.90

